

Pème rencontre annuelle des référents déontologues de la sphère publique

Vendredi 3 octobre 2025 / 9h - 17h15 Palais du Luxembourg - 15 ter, rue de Vaugirard



Partage et réseaux : comment améliorer la diffusion des bonnes pratiques entre référents déontologues ?

Ouverture par M. Arnaud Bazin, 9h30 - 9h45 président du comité de déontologie parlementaire du Sénat Salle Clemenceau Introduction par M. Jean Maïa, 9h45 - 10h président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique Salle Clemenceau Table-ronde: « Partage et 10h - 12h réseaux : comment améliorer la diffusion des bonnes pratiques entre référents déontologues?» Salle Clemenceau 12h - 13h30 Déjeuner Salons de Boffrand 13h45 - 16h45 **Ateliers** Salles A0067, A0213, A0245, Monory et Clemenceau 17h - 17h15 Conclusion de la rencontre par M. Jean Maïa, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique Salle Clemenceau

9h-9h30

Accueil des participants

Salon René Coty

Table-ronde

La table-ronde a pour thème : « Partage et réseaux : comment améliorer la diffusion des bonnes pratiques entre référents déontologues ? ».

À travers les expériences de référents déontologues issus des trois fonctions publiques, elle permet de recenser les besoins en termes de partage et d'évoquer les initiatives et outils destinés à favoriser les échanges entre pairs, au sein de réseaux et sous-réseaux, afin que cette dynamique se poursuive et s'étende.

- Jean-Pierre Clot, président du collège de déontologie des Hospices civils de Lyon, magistrat honoraire du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel
- Fleur Jourdan, membre du collège de déontologie du ministère de l'intérieur, membre de la commission de déontologie de la Régie autonome des transports parisiens (RATP), référente déontologue d'élus, avocate (modératrice)
- Thierry Leleu, référent déontologue auprès du Secrétariat général du ministère de l'intérieur, membre du collège de déontologie du ministère de l'intérieur, préfet, ancien conseiller d'État en service extraordinaire
- Anne Rinnert, responsable nationale éthique publique au Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

13h45 - 16h45

ATELIERS

1

Atelier 1:

La prévention des risques associés à la représentation de la collectivité au sein d'organismes extérieurs (référents déontologues des élus)



Atelier 2:

Le rôle du référent déontologue dans le contrôle des mobilités entre les secteurs public et privé (référents déontologues des agents)



Atelier 3:

Le cumul d'activités dans la fonction publique (référents déontologues des agents)



Atelier 4:

La prise illégale d'intérêts : quelques notions spécifiques (mixte)



Atelier 5:

La représentation d'intérêts et l'influence étrangère (mixte)

Atelier 1 - La prévention des risques associés à la représentation de la collectivité au sein d'organismes extérieurs

L'atelier permettra de revenir sur :

- la notion de conflit d'intérêts public-public,
- le régime juridique général d'appréciation des risques d'ordre pénal et déontologique pour les élus siégeant au sein d'organismes extérieurs à leur collectivité, ainsi que sa déclinaison pour les élus représentant leur collectivité au sein de sociétés d'économie mixte ou de sociétés publiques locales,
- les mesures préventives à mettre en œuvre pour sécuriser leur situation.

- Farah Zaoui, juriste en droit des collectivités territoriales, référente déontologue des élus de l'établissement public de coopération intercommunale "Est ensemble" et de la communauté de communes de Costa Verde
- Paul Midey, chargé de mission juridique, Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Atelier 2 - Le rôle du référent déontologue dans le contrôle des mobilités entre les secteurs public et privé

Le référent déontologue joue un rôle primordial dans le contrôle des mobilités entre les secteurs public et privé en tant que conseil des agents, des administrations et interlocuteur privilégié de la Haute Autorité.

Cet atelier permettra de mieux appréhender :

- le périmètre de leur intervention dans le cadre de ce contrôle,
- les risques de nature pénale et déontologique qu'ils sont amenés à analyser.

- Elise Untermaier-Kerléo, maîtresse de conférences HDR et référente déontologue à l'Université Jean Moulin Lyon 3, référente déontologue de plusieurs centres de gestion et de la ville de Lyon, présidente du comité de déontologie et d'éthique de la métropole européenne de Lille
- Manon Gache, chargée de mission juridique, Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Atelier 3 - Le cumul d'activités dans la fonction publique

Le principe d'exclusivité des fonctions qui s'impose à tout agent public s'accommode de plusieurs aménagements permettant aux agents de cumuler leurs fonctions avec l'exercice d'autres activités.

Cet atelier permettra d'aborder :

- les différentes formes de cumul d'activités prévues par les textes.
- les contrôles déontologiques qui peuvent être réalisés en la matière.

- Guy Decloquement, directeur des finances, de la commande publique et de l'éthique et membre du collège de déontologie du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord
- Bérénice Faure, responsable du pôle déontologie, Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Atelier 4 - La prise illégale d'intérêts : quelques notions spécifiques

Le référent déontologue joue un rôle central dans la prévention des atteintes à la probité. Dans le cadre des contrôles préventifs qu'il réalise et des avis qu'il rend, il est en effet fréquemment amené à apprécier le risque pénal de prise illégale d'intérêts, sous réserve de l'appréciation du juge pénal.

Cet atelier vise à :

- revenir sur les éléments constitutifs de ce délit.
- mieux appréhender les notions spécifiques sur lesquelles sa définition repose.

- Vincent Charmoillaux, conseiller référendaire à la chambre criminelle de la Cour de cassation
- Marion Friscia, directrice juridique et déontologie, Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Atelier 5 - La représentation d'intérêts et l'influence étrangère

Les activités de représentation d'intérêts, et, à compter du 1er octobre 2025, d'influence étrangère, sont soumises à des obligations déclaratives et au respect de règles déontologiques.

Les référents déontologues peuvent, dans le cadre de leurs fonctions, avoir connaissance d'actions de représentation d'intérêts ou d'influence étrangère visant les responsables publics qu'ils accompagnent, ou être interrogés par ces derniers sur les interactions qu'ils peuvent avoir avec des représentants d'intérêts.

Cet atelier permettra de :

- revenir sur la définition des actions de représentation d'intérêts et d'influence étrangère,
- sensibiliser les référents déontologues au cadre juridique s'appliquant à ces dernières,
- appréhender les relations entre les responsables publics et les représentants d'intérêts.

- Guillaume Courty, professeur de science politique à l'Université Picardie Jules Verne
- Eliezer Garcia-Rosado, directrice du contrôle de la représentation d'intérêts et de l'influence étrangère (HATVP)

Boîte à idées

Nous vous invitons à nous faire part de vos suggestions de ressources ou d'outils que la Haute Autorité pourrait mettre à votre disposition pour vous aider dans l'exercice de vos missions, et de vos idées pour enrichir les prochaines éditions de cette rencontre.



Partagez vos idées en scannant ce QR code!

Contact



Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

Direction des partenariats et de la communication



evenements@hatvp.fr

Suivez-nous sur

X @HATVP

in Haute autorité pour la transparence de la vie publique

() @hatvp-transparenceviepublique

hatvp.fr



